

Questions orales

cherchent pas d'emploi, touchent de l'aide sociale ou ont quitté la région de Toronto.

Étant donné que l'économie de Toronto est vitale pour la reprise économique nationale et qu'elle connaît actuellement des ratés, voire un rétrécissement, quand ce gouvernement prendra-t-il des mesures pour stimuler et faire redémarrer cette indispensable composante de l'économie du pays?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, tous les groupes qui ont conseillé le gouvernement lui ont dit que la meilleure façon de faire redémarrer l'économie était de commencer par juguler l'inflation et diminuer les taux d'intérêt.

Je viens tout juste d'avoir des entretiens avec un certain nombre de gens du secteur immobilier de Toronto et des régions. À l'heure actuelle, le marché immobilier le plus actif est celui des acheteurs de première maison. C'est bon signe. C'est signe que l'activité économique reprend et que les gens achètent leur maison dans la région de Toronto.

À vrai dire, dans ma région, à Brampton, des centaines de nouvelles maisons ont été vendues dernièrement surtout à des gens pour qui c'était la première maison. Le député semble surpris, mais je peux lui faire visiter le nouveau quartier de Springdale et lui montrer les 500 maisons qui ont été vendues en une semaine.

L'économie redémarre dans le Grand Toronto. Et les programmes de formation offerts dans les collèges communautaires aident les gens à se recycler. Certains indices laissent croire à une reprise économique dès le début de 1992.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

La crise chronique du chômage dans le Grand Toronto est le signe d'une situation socio-économique inquiétante et très troublante. La région compte plus de 50 000 sans abri, 250 000 bénéficiaires de l'aide sociale, 160 000 prestataires de l'assurance-chômage, 150 000 personnes qui comptent sur les banques d'alimentation pour se nourrir, et j'en passe.

Je voudrais que le ministre nous dise quand le gouvernement va reconnaître qu'à Toronto, l'écart se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres et qu'il faut un plan de relance économique pour insuffler une vie nouvelle à son économie, qui est actuellement en pleine

stagnation, mais qui a déjà été très dynamique et florissante.

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, je viens de cette région et je suis très fier de cette ville et du rôle qu'elle joue dans l'économie canadienne.

Le député présente un scénario apocalyptique qui ne fait rien pour mettre en valeur les avantages économiques du Grand Toronto. Toronto est une ville en mouvement. Son économie commence à reprendre. Nous décelons des signes très prometteurs. Elle profitera de la croissance estimée à 3,5 ou 4 p. 100 pour 1992. Ces estimations sont faites par des groupes indépendants, et non par le gouvernement.

Toronto en bénéficiera sûrement. C'est une ville très dynamique. J'en suis extrêmement fier et je suis sûr que ces personnes trouveront des emplois satisfaisants dans un avenir pas très lointain et que leur ville reprendra le rythme qu'on lui connaît et dont nous sommes tous fiers.

* * *

LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Consommateurs et des Sociétés ou au ministre suppléant, et porte sur les autres taux d'intérêt, ceux des cartes de crédit.

À une époque où l'on exploite outrageusement les consommateurs par le biais des taux d'intérêt sur les cartes de crédit, le ministre des Consommateurs et des Sociétés n'a rien de mieux à dire aux Canadiens que de magasiner pour trouver le meilleur taux. Voici cette liste de magasinage, madame la Présidente: la carte MasterCard de la Banque de Montréal, 19,25 p. 100; la carte Visa de la banque de Toronto-Dominion, 19,75 p. 100; la Banque nationale, 19,75 o, 100; la carte Visa de la Banque de Nouvelle-Écosse, 19,25 p. 100.

Je demande au gouvernement si c'est ce qu'on appelle la justice conservatrice.

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Madame la Présidente, la justice conservatrice, c'est celle qui nous pousse à faire baisser les taux d'intérêt. Tous les Canadiens, qu'ils empruntent sur leurs cartes de crédit ou qu'ils demandent un prêt hypothécaire, devraient être très heureux que le taux d'escompte ait chuté hier à 8 p. 100, son taux le plus bas en 18 ans.

Ce taux est bon pour tout le monde, madame la Présidente. Il a pour effet de faire baisser les taux d'intérêt sur les cartes de crédit, et le ministre des Consommateurs et des Sociétés avait parfaitement raison de dire que c'est